

Secteur du cuir

Quel bilan un an après les écosystèmes

● **Le bilan est plutôt encourageant avec de nouvelles créations d'entreprises et une hausse du chiffre d'affaires. L'intégration est une condition sine qua non pour un vrai décollage du secteur.**

Plus d'un an s'est écoulé depuis le lancement de trois écosystèmes industriels dédiés au cuir (chaussure, maroquinerie et vêtements en cuir et enfin la tannerie et mégisserie). Les professionnels se sont engagés dans des objectifs ambitieux pour une remise en selle d'un secteur qui faisait la fierté du pays, mais qui a, depuis, souffert d'une inquiétante baisse de régime. Ces trois écosystèmes portent sur la création de 35.000 emplois additionnels à l'horizon 2020, la réalisation d'un chiffre d'affaires de 7,5 MMDH, dont 5,5 milliards à l'export et surtout une intégration du marché informel. Le débat lancé sur la mise à niveau du secteur en février 2016 à l'occasion des contrats de performance reprend aujourd'hui afin de faire un état des lieux des acquis et des lacunes à combler. La semaine dernière, une journée d'étude a été organisée à Casablanca par l'Académie des arts traditionnels (AAT) relevant de la Fondation de la mosquée Hassan II. «Le cuir : un métier ancestral au service du développement industriel», est le thème qui a été choisi pour cette journée d'échange. Les participants ont mis en lumière les enjeux liés à l'intégration des technologies propres en matière de tannage, les moyens susceptibles de marier savoir ancestral et stylisme moderne et la valorisation de l'artisanat de l'art du cuir pour promouvoir le secteur à l'international mais aussi au Maroc. Contacté par les ÉCO, Hamid Ben Ghrida, président de la Fédération des industries du cuir au Maroc (Fedic), a affirmé que le secteur se porte plutôt bien avec une hausse de 2,5% de son chiffre d'affaires entre 2016 et 2017. Un bon signe qui augure des performances encore plus encourageantes. Les participants à la journée d'étude ont pourtant décelé la persistance de problématiques qui ont toujours retardé la mise à niveau du secteur. Citons-en, l'absence de traçabilité, la difficulté d'accès aux nouveaux marchés autre que ceux traditionnels et la contrefaçon qui représente une concurrence déloyale pour un secteur qui entame sa mue. Selon Hicham Azmi, DG



de la Fedic, il y a au moins dix bonnes raisons pour faire confiance au secteur. Parmi lesquels, il a cité la proximité géographique avec les marchés européens et américains, la modernisation des tanneries, l'adaptation à l'évolution de la demande mondiale et un environnement des affaires favorables. Il y a aussi un plan d'action pour rationaliser l'usage de l'eau et de la matière première dans les tanneries. En effet, la pratique souffrait

de cette image négative en relation avec son impact environnemental. Toutefois, la profession semble en avoir pris conscience et s'investit dans une démarche de qualité afin de pénétrer d'autres marchés. Pas plus loin que la semaine dernière, le ministère de tutelle et la fédération ont effectué une opération de séduction à New York leur permettant d'approcher des marques de

renom. D'autres opérations de prospection sont dans le pipe. Mais le plus important, c'est l'existence désormais de sociétés locomotives conscientes de leur rôle de tirer le secteur avec des investissements qui se situent entre 30 et 40 MDH pour chaque projet. L'idée est de valoriser le produit marocain. Jusqu'ici, le pays importe 70% de ses besoins en cuir et exporte un produit semi-fini à prix bradé. Cette situation est aggravée par une collecte des peaux durant l'Aid Al Adha qui ne donne pas tout son potentiel faute de modernisation et de sensibilisation des citoyens pour un meilleur traitement des peaux afin qu'elles soient utilisables. L'intégration est une condition sine qua non pour atteindre un certain niveau de performance et pouvoir être concurrentiel avec des pays comme la Turquie et autres.

PAR **MOSTAFA BENTAK**
m.bentak@leseco.ma



Nous avons aujourd'hui des projets locomotive qui sont lancés notamment à Agadir et à Casablanca. En même temps, des zones comme Casa City Shoes sur 10 hectares comptent une cinquantaine de projets. Je citerais également la zone industrielle de Ain Chgag à Fès où la convention d'aménagement sera bouclée bientôt. Plus encore, des sociétés ont augmenté le nombre de leurs mains d'œuvres. Il y a un vrai travail de fond en harmonie avec le ministère de tutelle et les choses avancent à un bon rythme. Grace aux contrats de performance, l'on a constaté un avancement des projets qui entraînaient, notamment la zone de Casablanca. Cette dernière est aussi sur le point de démarrer avec des créations d'emplois engagées de plus de 4.400 postes. Cette zone, dédiée au cuir, sera une première au Maroc. Je lance un appel pour activer le processus de son ouverture sachant que les cinquante entreprises sont aujourd'hui prêtes à tenir leurs engagements».

Hamid Ben Ghrida
Président de la Fedic